

1^{ER} CONGRÈS INTERNATIONAL

Sur le management des organisations
africaines - CIMOA

«Concilier développement économique et transition
écologique et énergétique : Quel modèle pour l'Afrique ?»

25 et 26 Juin 2026

A l'IAE Amiens

APPEL À COMMUNICATION : 1^{ER} CONGRÈS INTERNATIONAL SUR LE MANAGEMENT DES ORGANISATIONS AFRICAINES – CIMOA

« Concilier développement économique et transition écologique et énergétique : Quel modèle pour l'Afrique ? »

L'Afrique enregistre aujourd'hui la croissance démographique la plus rapide au monde, avec un taux annuel de 2,5 %. Sa population, estimée à 1,56 milliard d'habitants, devrait atteindre 2,5 milliards d'ici 2050. Cette dynamique s'accompagne d'une hausse de la demande énergétique, appelée à doubler d'ici 2040 sous l'effet conjugué de l'urbanisation et de l'industrialisation. Pourtant, malgré un potentiel solaire colossal estimé à 60 millions de TWh par an – soit 40 % du potentiel mondial – et une capacité hydraulique estimée à 350 GW, près de 600 millions d'Africains n'ont toujours pas accès à une électricité fiable. Cette situation freine la croissance économique et accentue la précarité énergétique (Afriwatch, 2024 ; IRENA, 2023). Sur le plan climatique, le continent ne représente que 9,6 % des émissions cumulées mondiales (CEA, 2021). Il doit néanmoins relever un double défi : combler un déficit énergétique majeur (IEA, 2022) tout en amorçant une transition écologique rapide. Historiquement portée par l'exploitation des ressources naturelles et une urbanisation accélérée (UNCTAD, 2012), la croissance africaine doit désormais se réinventer afin d'éviter les écueils d'une industrialisation fortement carbonée. Grâce à ses immenses atouts en énergies renouvelables – solaire, éolien, géothermie – l'Afrique a l'opportunité d'opérer un véritable « saut de grenouille » technologique, en développant des systèmes énergétiques décentralisés, durables et résilients (IRENA, 2019 ; AREI, 2018).

Face à ces défis, la littérature scientifique est traversée par une tension fondamentale : comment concilier la souveraineté énergétique et l'industrialisation nécessaire au développement économique sans compromettre l'objectif de neutralité carbone ? Deux positions s'affrontent : la première défend un recours transitoire aux énergies fossiles, en particulier au gaz, afin de soutenir l'industrialisation et la sécurité énergétique (Biol, 2022) ; la seconde prône un passage immédiat aux énergies renouvelables pour éviter le risque « d'actifs échoués » (Gemenne, 2023). Au-delà des enjeux technologiques (Bekolo et al., 2025), la notion de « transition juste » (Boucetta, 2024) s'impose, en rappelant que la transformation énergétique doit s'accompagner d'inclusion sociale, d'équité et de création d'emplois décents. Les chercheurs s'intéressent également aux modèles économiques innovants (Alkhanbouli et al., 2020) et aux dispositifs institutionnels (CEA, 2021) susceptibles de favoriser une croissance verte et inclusive. Cependant, des limites théoriques persistent : les cadres analytiques dominants, largement élaborés dans les pays de l'OCDE, peinent à saisir les spécificités africaines. Ils reposent souvent sur l'hypothèse d'un accès universel à l'énergie et d'une industrialisation achevée, alors que le continent reste marqué par la prégnance de l'économie informelle (Benjamin et Mbaye, 2012), la diversité culturelle (Hofstede, 2001 ; Jackson, 2004), la résilience communautaire et la coexistence de formes d'autorité multiples, y compris traditionnelles. Les travaux sur la gouvernance de la transition énergétique en Afrique (Baker, 2015 ; Trotter, 2016) soulignent la nécessité de développer des modèles endogènes, capables d'intégrer les logiques d'acteurs locaux, l'hétérogénéité institutionnelle et la réalité de la précarité énergétique. Le défi académique consiste ainsi à conceptualiser une trajectoire de croissance verte non linéaire et inclusive, qui ne soit pas une simple transposition des modèles occidentaux, mais bien une voie spécifiquement africaine vers un développement durable.

C'est dans ce contexte que s'inscrit le 1er Congrès International sur le Management des Organisations Africaines (CIMOAA). Il ambitionne d'identifier et d'évaluer des mécanismes de financement innovants capables de soutenir massivement la transition énergétique tout en stimulant le développement économique, de concevoir des cadres institutionnels et politiques garantissant une gouvernance transparente des infrastructures renouvelables et une équité territoriale, de mesurer les retombées sociales et économiques des filières vertes sur l'emploi, la formation et la cohésion sociale, et de promouvoir des pratiques managériales enracinées dans les réalités africaines tout en dialoguant avec les standards internationaux. Le congrès s'inscrit ainsi dans une dynamique de valorisation des savoirs locaux, d'innovation organisationnelle et de transformation stratégique. Ses objectifs scientifiques consistent à interroger les modèles de développement économique à partir des réalités africaines contemporaines, à proposer des solutions opérationnelles face aux défis des transitions écologique et énergétique, à favoriser les échanges interdisciplinaires et interinstitutionnels, à valoriser les innovations locales et les pratiques endogènes, et à contribuer à l'édification d'une littérature théorique et managériale plurielle, inclusive et contextualisée. Dans cette perspective, plusieurs thématiques de réflexion sont proposées afin d'examiner et de repenser les trajectoires de développement économique en Afrique.

- Adaptation des modèles économiques aux enjeux écologiques et énergétiques
- Bancarisation des populations et inclusion financière
- Comportement du consommateur africain : entre tradition et modernité
- Croissance inclusive et transition verte
- Développement endogène vs modèles importés
- Dialogue Nord-Sud sur la durabilité
- Économie circulaire, gestion des ressources et innovation verte
- Écosystèmes entrepreneuriaux africains : incubateurs, hubs et financements alternatifs
- Leadership féminin et entrepreneuriat des femmes
- Politiques publiques et gouvernance durable
- Prise en compte des parties prenantes et performance économique : attentes des acteurs, apports, partenariats, rôle des institutions publiques, la gestion des interfaces.
- Rôle du marketing dans la société

¹ <https://www.worldometers.info/fr/population-mondiale/afrique-population/>



FORMAT DE SOUMISSION

Les propositions de communication doivent s'inscrire dans les thématiques du congrès et valoriser une approche contextualisée. Deux formats sont attendus :

- **COMMUNICATION ACADÉMIQUE CLASSIQUE :**

Les auteurs sont invités à soumettre un article de recherche, qu'il s'agisse d'un travail abouti (article classique) ou d'une étude en cours (work-in-progress). Le manuscrit, rédigé en français ou en anglais, ne devra pas excéder 10 pages. Il devra être présenté en police Times New Roman taille 12, avec un interligne simple et des marges de 2,5 cm. Le format du document doit impérativement respecter la feuille de style disponible sur la plateforme <https://cimoa-ialems.sciencesconf.org/> rubrique « Format des soumissions »

- **ETUDE DE CAS :**

Présentation d'une pratique managériale innovante, d'une initiative locale ou d'un retour d'expérience (10 pages maximum en français ou en anglais, police Times New Roman 12, interligne simple, marges 2,5 cm), valorisant les savoirs endogènes, les dynamiques communautaires ou les adaptations aux transitions écologique et énergétique.

PRIX DE THÈSE CIMOA

Dans le cadre du congrès, le Prix de thèse CIMOA récompensera une recherche doctorale ayant apporté une contribution significative à la compréhension, à la transformation ou à l'innovation dans le management des organisations africaines. Une attention particulière sera portée aux travaux de thèse en lien avec la thématique centrale du congrès.

- Les thèses éligibles doivent avoir été soutenues en 2024 ou 2025.
- Le dossier de candidature comprend : 1 CV du candidat ; 1 résumé court de la thèse (500 mots) ; 1 résumé de la thèse (5 pages maximum) ; le rapport de soutenance ; les pré-rapports de soutenance.
- La contribution managériale, l'ancrage contextuel et l'originalité méthodologique seront des critères majeurs d'évaluation.
- Les trois finalistes verront leur résumé court publié sur le site du congrès.
- Le prix sera décerné par un comité scientifique interdisciplinaire, en partenariat avec des institutions africaines et internationales.

DATE LIMITE DE SOUMISSION : 15 AVRIL 2026

REGARDS CROISÉS ENTRE ACADÉMIQUES ET PRATICIENS

Le congrès CIMOA proposera des sessions plénières réunissant chercheurs, dirigeants d'entreprises, responsables d'ONG, acteurs publics et praticiens. Ces échanges croisés entre académiciens et praticiens visent à :

- Mettre en dialogue les savoirs scientifiques et les réalités opérationnelles
- Identifier les leviers d'innovation organisationnelle dans les contextes africains
- Valoriser les pratiques managériales adaptées aux transitions écologique et énergétique.

VALORISATION DES COMMUNICATIONS ACADÉMIQUES

- Les communications retenues par le comité scientifique et présentées lors du congrès feront l'objet d'une publication dans un ouvrage collectif.
- Par ailleurs, une sélection d'articles à fort potentiel scientifique sera soumise à une revue partenaire classée dans le cadre d'un numéro spécial : Revue Internationale des Sciences de l'Organisation - RISO (Classée FNEGE 4)

CALENDRIER

- | | |
|--------------------|--|
| • 10 Novembre 2025 | Lancement de l'appel à communication. |
| • 15 février 2026 | Clôture des soumissions. |
| • 15 Mars 2026 | Notification des décisions aux auteurs et des modifications à effectuer. |
| • 15 Avril 2026 | Date limite de candidature au prix de thèse CIMOA. |
| • 15 Avril 2026 | Date limite de réception des communications finales. |
| • 25-26 Juin 2026 | Tenue du congrès. |



COMITÉ SCIENTIFIQUE

PRÉSIDENCE DU COMITÉ SCIENTIFIQUE

BEKOLO Claude, Université de Douala

CHANGEUR Sophie, Université de Picardie Jules Verne

DIOP Samba, Université de Picardie Jules Verne

VICE-PRÉSIDENCE DU COMITÉ SCIENTIFIQUE

KASWENGI Joseph, Université d'Orléans

MBAM Augustin Junior, Université de Picardie Jules Verne

MVELE Sigismond Hervey, Université d'Ebolowa

MEMBRES DU COMITÉ SCIENTIFIQUE

ABONO Romaric Gervais, Expert MINFI

BAKITI BA MBOG BINYET Joseph Olivier, Université de Douala

BAKO LIBA Bernard, Université d'Orléans

BALECH Sophie, Université de Picardie Jules Verne

BELINGA Jacob, Université d'Ebolowa

BIDAN Marc, Université de Nantes

BITYE Mireille, Université de Bertoua

CHOUTAC Clotilde, Université de Douala

COUTELLE Patricia, Université de Tours

DES GARETS Véronique, Université de Tours

EBENDE KOUEDI Sandrine, Université de Douala

ETOUNDI ELOUNDOU Giles Célestin, Université de Douala

FAMBEU Ariel Herbert, University of Johannesburg

FOURNIER Sandrine, Université de Picardie Jules Verne

GALAN Jean Philippe, Université de Bordeaux

HADJ Nekka, Université d'Angers

HAMADOU Boukar, Université de Ngaoundéré

IBRAHIM Rym, Université Jean Monnet

KAKAVAND Benjamin, Université de Picardie Jules Verne

LE PONTOIS Sandrine, Université Jean Monnet

LONGUET Stéphane, Université de Picardie Jules Verne

LOUART Pierre, Université de Lille

MALHERBE Léo, Université de Picardie Jules Verne

MAMBOUDOU Jean Paul, INSG de Libreville

MOUANGUE SMITH Annie Judith, Université de Douala

MOUNGOU MBENDA Sabine Patricia, Université de Yaoundé II

NAFACK Alphonse, JFN-HIU
NDANGWA, Université de Ngaoundéré
NDIONE Mamadou, Université d'Orléans
NDOUME ESSINGONE Hervé, Université Omar Bongo
NGA NKOUMA Rosalie Christiane, Université de Maroua
NGOUNGORE NGOUNGORE Sorelle Gertrude, Université de Yaoundé II
NGUEMKAM SIMO Roselyne Yvette, Expert Programme GIZ
NGUEZI LUEMBA Joseph, ISP-BOMA
NJOMO Louis, Université de Douala
NUBUKPO Kako, Université de Lomé
PESQUEUX Yvon, CNAM de Paris
RIEUCAU Géraldine, Université de Picardie Jules Verne
SEKOU Boukadary Coulibaly, IUG de Bamako
TCHANKAM Jean Paul, Kedge Business School
TCHAWA YOMI Patricia, Université de Douala
TSAPI Victor, Université de Ngaoundéré
YERE Innocent, Université de Kinshasa
YOUSSEF Saïd, ENCG Université HASAN II
ZABOTO Joseph, Université de Douala
Zo'o ZAME Philémon, ART

COMITÉ D'ORGANISATION

BALECH Sophie, Université de Picardie Jules Verne
DIOP Sambe, Université de Picardie Jules Verne
MBAM Augustin Junior, Université de Picardie Jules Verne





CRISEA
UR UPJV 3908



IAE AMIENS
École Universitaire
de Management

IAE Amiens

10 Placette lafleur • 80 000 Amiens

Tél. 03 22 82 71 44

scolarite-iae@u-picardie.fr